

Le Psycom75 mobilise les élus

Les représentations sociales associées aux troubles psychiques restent stigmatisantes. Comment faire évoluer les idées reçues et favoriser l'intégration citoyenne des personnes concernées ? Le Psycom 75 a décidé de sensibiliser les élus locaux à ces questions.

Alors que 32 % des Français de plus de 18 ans présentent au moins un trouble psychique avéré (1), le grand public garde des représentations péjoratives et stigmatisantes de ces troubles. Selon Serge Moscovici (2), une représentation, issue d'une pensée commune, possède une « valeur prédictive » et suppose une reproduction régulière : « Ça arrive à chaque fois ». Ces idées reçues sont souvent inconscientes, construites sur l'affectif et permettent de comprendre le monde, par un système de classification validé par le groupe. Elles répondent à une stimulation émotionnelle et non intellectuelle. Dans le cas des troubles psychiques, les représentations sociales induisent peur et comportements de rejet. La peur des maladies psychiatriques, à l'origine d'exclusions, résulte d'amalgames et de désinformation qu'il est urgent de combattre. La mise à l'écart et la stigmatisation sont des facteurs de stress et génèrent un isolement forcé qui ne fait qu'augmenter la souffrance des personnes handicapées psychiques et leurs proches. Une façon de déconstruire ces représentations sociales négatives est de les décortiquer, pour les comprendre et apporter des contre-vérités objectives et incontestables. Par exemple, la violence associée aux troubles psychiques est une idée reçue que l'on peut nuancer si l'on connaît la réalité des troubles, des symptômes, des soins... La première étape de ce combat réside donc dans l'apport d'informations validées auprès de la population générale. C'est pourquoi, le Psycom75, organisme public d'information, diffuse gratuitement des brochures, propose un site Internet

grand public et travaille en réseau avec les principaux acteurs de santé mentale. Pour aller plus loin, le Psycom75 a récemment développé des modules de sensibilisation pour des publics confrontés aux personnes handicapées psychiques, qui manquent d'outils et de formation.

UNE EXPÉRIENCE PILOTE

Les élus sont ainsi souvent en première ligne pour répondre à des problématiques de logement de ces populations. Ils n'ont pourtant pas toujours les informations qui leur permettent une compréhension globale de la situation et des ressources mobilisables.

Une expérience pilote a été menée auprès d'un groupe d'élus et de membres du cabinet de la mairie du XIV^e arrondissement de Paris. Le Psycom 75 leur a proposé deux demi-journées de sensibilisation « sur-mesure ». L'interactivité des échanges a permis de conseiller et d'outiller les participants. Un travail collectif sur le thème « Idées reçues et réalités en santé mentale » a été mené, des patients et des proches ont présenté l'action des associations d'usagers et dialogué avec les participants. Un psychiatre a évoqué les principales pathologies, les modes de prises en charge et a tracé une perspective historique de l'évolution des soins (de l'asile à la ville). Le président de l'association Élus, santé publique et territoires (3), Laurent El Ghozi, maire-adjoint à Nanterre, a partagé son expérience sur ces questions, en insistant sur des exemples concrets.

Ces journées ont permis à l'équipe de la mairie du XIV^e arrondissement de réfléchir

en transversalité et de prendre conscience de l'importance d'une réponse collective et coordonnée entre délégations : logement, santé, affaires scolaires, jeunesse...

EN CONCLUSION...

Après évaluation de cette action, il s'avère que les élus ont modifié leur écoute et le traitement des situations, par exemple en réinterrogeant les dispositifs de soins ou dédramatisant les propos de certains voisins inquiets. Des documents d'informations sur les troubles obsessionnels compulsifs, présentés par l'association Aftoc (4), ont été distribués par la Mairie auprès de directeurs d'établissements scolaires et des propositions d'articles sur les dispositifs associatifs existant sur le XIV^e ont été faites par des élus. Enfin, certains participants ont souhaité poursuivre cette initiation en se formant plus spécifiquement à la gestion de ces problématiques.

Ce projet a été construit et évalué par un comité de pilotage réuni et coordonné par le Psycom 75. Constitué de différents acteurs du champ de la santé mentale : professionnels de santé, associations d'usagers, journaliste, élu, ce comité va continuer à promouvoir ce type d'action et l'adapter aux demandes.

Sophie ARFEUILLÈRE,
Chargée de mission,
Aude CARIA,
Coordinatrice, Psycom 75

Les missions du Psycom 75

Organisme d'information au départ « parisien », le Psycom75 va devenir en 2013 le Groupement de coopération sanitaire (GCS) Psycom. Financé par l'Agence régionale de santé, il s'étendra à l'Ile-de-France. Ses objectifs restent l'information, la communication, la formation ainsi que la lutte contre la stigmatisation, tout en favorisant l'implication et le partenariat avec les usagers. Ses premières missions seront la déclinaison du guide de la psychiatrie pour chaque département francilien et la poursuite des actions de sensibilisation, en lien avec les associations d'usagers.

• En savoir plus : www.psycom75.org

1- Roelandt J.-L., Caria A., Anguis M. et al. La santé mentale en population générale : images et réalités. Rapport final de la première phase d'enquête, EPSM-Lille-Métropole, 2001, consultable sur le site www.epsm-lille-metropole.fr
2- In S. Moscovici, Psychologie sociale, PUF, 2005.

3- L'association nationale Élus, santé publique et territoires (ESPT) regroupe des élus de communes et de leurs groupements désireux de développer des programmes de santé publique ancrés dans leurs territoires et conduits dans un cadre concerté et contractuel avec l'État. En savoir plus sur www.epst.asso.fr

4- Plus d'informations sur l'Aftoc sur www.aftoc.org